

Réunion entre des gilets jaunes, Gilles Grimaud et Philippe Bolo

Compte-rendu et synthèse des échanges du 18 janvier 2019

Le 18 janvier 2019, une rencontre a été organisée à Segré (Maine-et-Loire) entre une vingtaine de gilets jaunes locaux, M. Philippe Bolo député de la circonscription, et M. Gilles Grimaud, maire de Segré-en-Anjou-Bleu et conseiller départemental.

Cette rencontre fut la deuxième du genre à Segré, après une première le 17 décembre 2018.

En préambule de ces échanges, M. Bolo est revenu sur le document remis en marge de la cérémonie des vœux qui s'est tenue quelques jours auparavant, le samedi 12 janvier 2019. Il a proposé que l'une des personnes présentes lise ce document, permettant à chacun d'en connaître son contenu.

À la suite de cette lecture, les personnes présentes ont décidé des points qu'elles jugeaient important d'évoquer lors de la réunion.

Citoyenneté et transparence

Le RIC, ou référendum d'initiative citoyenne, a été le premier point évoqué au travers de questions sur la gouvernance, le vote blanc, le vote obligatoire.

Bien que l'idée de la mise en place du RIC ait fait la quasi-unanimité, elle a suscité plusieurs interrogations : son périmètre géographique, les thèmes abordés, la fréquence maximale des consultations, le seuil de citoyens à même de déclencher un RIC.

Un participant a rappelé qu'en Suisse, pays souvent cité pour avoir mis en place le RIC, les deux dernières questions posées concernaient des subventions à accorder pour les éleveurs de vaches à cornes, et l'autorisation des minarets. Deux sujets loin d'être centraux qui ont traduit une certaine forme d'essoufflement des consultations citoyennes. En Suisse toujours, il a été rappelé que le RIC n'octroyait pas la possibilité de révoquer des élus. Une personne a suggéré que le RIC ne soit pas le 3^e tour des élections présidentielles.

L'idée d'un RIC « en toutes matières » a également été mise en avant. Avec un tel dispositif, des questions telles que les privatisations (aéroports), ou le passage de la limitation de vitesse à 80km/h, auraient pu être abordées, et soumises à l'approbation des français.

Par ailleurs, il a été rappelé que la réponse à une question référendaire, comme celle sur le Brexit en Grande-Bretagne, pouvait engendrer de fortes complications politiques menant à des impasses, voire des régressions économiques peu abordées lors des débats préliminaires.

Plus généralement, au-delà du sujet du RIC, les propos échangés témoignaient d'une demande à être mieux écoutés par les gouvernants, notamment pour ce qui relève des **déclinaisons locales** des lois (exemple: déclinaison départementale des vitesses limites sur les routes). Les échanges ont également souligné la volonté de se réappropriier, localement ou nationalement, les grands débats sur les sujets de société.

Les débats ont été l'occasion pour M. Bolo d'évoquer le rôle du député et l'organisation de son temps de travail entre Paris et la circonscription. Il a indiqué que l'organisation et le fonctionnement parlementaire pourraient être améliorés en fixant des périodes affectées aux travaux à Paris (pour l'élaboration des lois) et d'autres en circonscriptions (pour les actions de terrain, les visites, l'évaluation des politiques publiques). Une évolution du rôle du suppléant a été évoquée par l'assistance. L'attente d'une transparence financière sur les frais de mandat a également été évoquée.

Utilisation de l'argent public

Sur le CICE : une incompréhension du montant de 20 milliards d'euros attribué aux entreprises a été soulevée face au manque d'évaluation de l'impact de cette mesure. Cet argent pouvant être redistribué différemment.

Sur l'ISF : les personnes qui se sont exprimées ont reconnu le faible impact qu'aurait, pour leur pouvoir d'achat, le rétablissement de l'ISF. Toutefois, l'expression d'un rétablissement symbolique s'est largement dégagée, comme celle du rétablissement d'une certaine équité et justice sociale.

Un temps de dialogue s'est concentré sur la **transparence de l'Etat** : « où va l'argent des impôts ? ». Les deux élus présents (le député et le maire) ont rappelé que de nombreux sites permettaient de connaître, assez facilement, l'affectation des dépenses publiques. Ils ont rappelé que ces informations sont publiques et rendues accessibles aux citoyens. Un consensus s'est dégagé pour reconnaître que des efforts supplémentaires devaient être envisagés pour davantage de transparence et ainsi pour rassurer sur la bonne dépense de l'argent public.

En fin de débat, la question des **évadés fiscaux** a été abordée au travers du cas des artistes et des sportifs. Une personne a reconnu que leur évasion fiscale traduisait leur fort niveau de taxation.

Pouvoir d'achat

Une grande partie de la rencontre a concerné le pouvoir d'achat.

La TVA à 0% pour les produits de première nécessité a été évoquée, pour contribuer à une baisse des charges pour les familles modestes. Pour un budget de 400 à 500€ par mois, faire passer la TVA de 5,5% à 0% permettrait une économie de 20 à 30€.

Une divergence a été notée sur la liste des produits dits de première nécessité.

Sur la **prime d'activité**, sur 12 gilets jaunes présents, 2 seront bénéficiaires de son augmentation. Les autres, en raison d'un handicap, ou d'une autre situation particulière, ne pourront y prétendre. Certains ont exprimé le sentiment que cette prime d'activité était octroyée *'à la tête du client'*.

Une personne, en grande précarité, a longuement fait part de ses difficultés au quotidien, pour elle et pour ses enfants. Elle a évoqué sa crainte quotidienne de voir, chaque matin, un huissier frapper à sa porte et saisir ses biens.

Services publics

Un certain nombre de Gilets Jaunes s'est plaint d'une réduction des services publics ou de leur qualité dans le segréen. Exemples avec une coupure électrique à Marans (Segré-en-Anjou-Bleu) ayant duré 48h ou encore la fermeture de perceptions, de guichets administratifs. La fusion des anciennes communes en communes nouvelles a également été désignée comme une réduction des services publics.

Médias et fausses informations

À plusieurs reprises, une personne de l'assistance a rappelé à chacun de faire attention à tout ce qu'on pouvait lire sur les réseaux sociaux, que cela pouvait être faux, ou être une information incomplète ou orientée.



Annexe : document remis à M. Bolo et à M. Grimaud en marge de la cérémonie des vœux du 12 janvier 2019

Bonjour Mr le député, mr le maire, les citoyens ici présent, ainsi que Mr Macron, toujours fidèle au poste des abonnés absent depuis le 17 novembre 2018.

Nous sommes présent aujourd'hui afin de vous réitérer nos doléances que nous vous avons présenté le 17 décembre 2018 dans une salle communale de Segré.

Nous tenons à rappeler, que notre mouvement des gilets jaunes n'est en aucun cas mis en place pour empêcher les gens de vivre mais plutôt pour leur assurer ainsi qu'à leur enfant un avenir meilleur et digne de ce nom.

Sachez cher compatriotes, que depuis le 17 novembre nous nous battons pour vous et pour vos droits, en aucun cas, nous cautionnons les dégradations fait sur les monument historique ou quelques violence qui soit.

Mr Le député, Mr le maire , lors de notre rencontre le 17 décembre vous nous avez entendu mais est-ce-que vous nous avez écouté ?

Depuis ce jour, une vingtaine d'agriculteur se sont suicidé en France à cause des conditions de travail ou il enchaîne plus de 70 heures par semaine pour à peine 500 € par mois après avoir payé leurs facture et leurs cotisations social MSA.

Depuis ce jour, des dizaines de commerçants et artisans on ont du cesser leurs activité ou se passer de personnel car ils sont assassiné par l'URSAFF et le RSI ,qui d'ailleurs, n'a pas été supprimé mais remplacé.

Depuis ce jour nous avons toujours des familles qui meurt de faim et qui court après leurs pouvoir d'achat, se sont des familles entière qui survivent pour payer des factures et des augmentations d'impôt qui ne cesse de s'accroître.

Depuis ce jour , plus de 250 SDF sont mort de froid ou lié a des problèmes de santé dans la rue, à la vue de tous alors que de nombreux logements ne sont pas occupé dans les grandes villes .

Depuis ce jour, des milliers de retraités se rendent au resto du coeur ou au secours populaire pour pouvoir manger à leur faim et vivre dignement.

En guise de réponse par le gouvernement, nous avons pu assisté à une vrai dictature mise en place avec une justice à deux vitesse qui n'est pas égal en fonction du status du citoyen concerné.

Des citoyens Francais qui manifestais dans le calme se sont fait gazer, taper dessus ou humilier par les forces de l'ordre que VOUS commandé.

Nous vous avons prévenus à ce moment là que le mouvement était pacifique mais que cela aurait pu être un bain de sang engendré par une colère qui c'est transformé en rage pendant des années.

Un mois c'est passé depuis notre rencontre et vous pouvez constater que la violence monte d'un échelon de semaine en semaine.

Arrêtez de nous prendre de haut, de faire la politique de l'autruche ou de prétendre avec les médias que nous sommes à l'origine de tout les problèmes depuis deux mois pour certains débordement.

Le peuple Français se soulève car il est à bout, il ne fait que travailler pour payer de l'impôt et cela depuis des années.

C'est pour toute ces raisons, que nous sommes sur le terrain depuis le 17 novembre et nous ne lâcherons rien, nous sommes tous citoyen, commerçants, artisans, retraité , infirmière, SDF, agriculteurs, professeurs, routier, pompier, ou force de l'ordre .

Ainsi, aujourd'hui nous vous demandons de revoir les points suivant.

La mise en place d'un Referendum d'initiative Citoyenne

Le retour symbolique de l'ISF

Une tva a 0% sur tout les produits de première nécessité

Une augmentation du SMIC à la hauteur des difficultés des Français

Une baisse des charges URSAFF et MSA de 10%

La suppression total des privilèges des anciens présidents, des ministres et des députés.

De trouver un toit à nos SDF Français qui ont souvent tout perdu à cause de votre système mis en place.

Des conditions de fin de vie digne de se nom pour nos aïeux qui ont pour la plus pars connue l'après guerre.

De revaloriser les conditions de travail des agriculteurs en diminuent les charges et en limitant les lois qui les encadrent pour la vente au particulier.

Une augmentation des retraites pour les couples et les personnes seules au revenue modeste.

D'envisager d'améliorer les aides financière, les moyens physique et les retraites pour les personnes qui ont un handicap.

Nous vous demandons également de la décence et du respect pour les personnes qui lègue du patrimoine a leur enfants pour lequel ils ont payé toute leurs vie en diminuant de 50% le droit à la succession sur tout les paliers concerné.

Et pour finir, nous vous demanderons de laisser le français rouler dans le véhicule de son choix sans nous imposer des contraintes de contrôle technique inutile sous prétexte de défendre l'écologie.

Mr Le député, mr le maire, mes cher compatriotes, nous vous remercions de nous avoir écouté, nous sommes Gilet jaune, nous sommes citoyen et vive la France !